

Les subsides

La politique instaurée par le gouvernement vise à réduire le service, à hausser les tarifs et à tenir compte davantage du déficit que de la qualité des services. Ce sont des services que les Canadiens veulent. Au cours des 20 dernières années, tant sous des gouvernements libéraux que conservateurs, la qualité des services postaux s'est détériorée.

Mais il existe une autre solution, monsieur le Président. Nous devrions établir une fois pour toutes les raisons pour lesquelles Postes Canada existe et reconnaître qu'il s'agit d'un service public. Nous ne devrions pas nous attendre à ce que Postes Canada soit rentable, pas plus que nous nous y attendons de la part des services de santé et des aéroports. Nous subventionnons le secteur des transports qui unit toutes nos régions. Il est tout à fait légitime d'utiliser l'argent des contribuables pour subventionner des services publics. Pourquoi payons-nous des impôts si ce n'est pour obtenir des services publics? Le gouvernement gaspille déjà suffisamment d'argent dans certains domaines. Qu'en est-il des exonérations fiscales? Je songe aux placards du premier ministre, financés par le Trésor public. Qu'en est-il de l'exonération d'impôt sur les gains en capital qui enrichissent encore ceux dont le revenu est le plus élevé? Le gouvernement gaspille de l'argent, mais quand il s'agit d'un service public comme la poste, service de communications au demeurant essentiel pour lequel il devrait légitimement dépenser l'argent des contribuables, il ne fait pas grand-chose. Ne nous faisons pas d'illusions. Par ailleurs, permettons au service des postes de soutenir la concurrence dans les domaines susceptibles d'être lucratifs et de lui rapporter des recettes et le faire bénéficier de l'interfinancement. Cette politique s'applique aussi aux secteurs des transports et des communications au Canada et pourrait se révéler efficace pour le service postal. Il y a donc une autre solution que celle que le gouvernement a proposée.

• (1240)

Je voudrais m'écartez brièvement du sujet pour examiner l'aspect politique de la situation. Le gouvernement cherche à reprocher aux syndicats l'insuffisance du service postal. En faisant des syndicats un bouc émissaire, il espère se gagner l'appui populaire. Le premier ministre cherche à imiter Ronald Reagan en s'en prenant aux grands syndicats et en les tançant pour se gagner la faveur populaire. Il se prétend le défenseur de la population alors que, en réalité, il élude le véritable problème. Pareille attitude ne saurait nous assurer le service dont nous avons besoin. En rejetant le blâme sur les syndicats, le gouvernement cherche à faire plaisir à ses députés de l'arrière-ban, qui souhaitent faire du service postal leur souffre-douleur.

Or les Canadiens réclament des résultats. Ils veulent un bon service postal et tiennent à ce que leur courrier leur soit distribué à temps. Ils exigent le même service que celui dont bénéficie leur voisin. Ils veulent que l'on vienne en aide aux collectivités rurales plutôt qu'on ne leur nuise en réduisant le service postal. Les Canadiens veulent que le gouvernement s'attaque aux problèmes que pose le service postal au lieu de faire des reproches. Ils veulent que le gouvernement étudie sérieusement le service postal et offre le service minimal que réclament tous les Canadiens. Ils veulent que le gouvernement réorganise le

service postal afin qu'il soit financé convenablement car ils se rendent compte que c'est un service public.

Une fois encore, nous soulevons la question du service postal, car rien n'a changé depuis que nous l'avons fait la dernière fois. Rien n'a changé à cause de l'inertie du gouvernement qui essaie de nous faire marcher. Le ministre chargé de la Société des postes raconte de bien belles histoires, mais il ne livre pas le courrier.

M. Taylor: Monsieur le Président, le député de Winnipeg-Nord-Centre (M. Keeper) parle de justice. Je voudrais faire quelques observations et lui poser une question.

Dans ma circonscription, des centaines d'agriculteurs doivent parcourir de 1 à 25 milles pour obtenir leur courrier. Ils le font à leurs propres frais. S'ils ne veulent pas faire la queue au bureau de poste ou s'ils veulent recevoir leur courrier une fois le bureau de poste fermé, ils doivent payer 10 \$ ou 15 \$ par an pour avoir une boîte.

Dans ma circonscription, des centaines de personnes qui vivent dans des villages et des petites villes doivent marcher pour se rendre au bureau de poste. Si elles ne veulent pas faire la queue pour obtenir leur courrier ou si elles veulent venir le chercher après la fermeture du bureau, elles doivent également verser 10 \$ ou 15 \$ pour avoir une boîte.

Une petite ville de ma circonscription appelée Airdrie compte environ 11 000 habitants. Elle s'étend de part et d'autre de la grande route traversant la région. Il n'y a aucune livraison du courrier à domicile. Les gens doivent se rendre au bureau de poste principal ou aux bureaux auxiliaires pour obtenir leur courrier. Eux aussi, s'ils ne veulent pas faire la queue ou s'ils veulent prendre leur courrier après les heures d'ouverture, doivent payer 10 ou 15 \$ pour une boîte.

Il y a environ 7 000 personnes à Drumheller et la population rurale des environs compte 5 à 6 000 personnes. Elles aussi doivent payer pour obtenir des boîtes. Elles ne reçoivent pas le courrier à domicile.

Quand le député parle d'équité, je me demande comment il justifie le fait que des milliers de Canadiens reçoivent leur courrier à domicile sans payer un sou. Ils n'ont pas besoin de payer pour obtenir une boîte et ils ne paient pas plus d'impôt pour obtenir ce service. C'est un service supplémentaire. Est-ce équitable?

Le député est-il prêt à rendre la situation plus équitable en recommandant que tous les citadins paient 10 ou 15 \$ par année pour être sur le même pied que les ruraux? Il est si facile de parler d'équité, mais j'aimerais que le député néo-démocrate nous dise jusqu'à quel point il veut être équitable. Est-il prêt à recommander que les citadins qui reçoivent le courrier à domicile paient 10 ou 15 \$ chacun par année?

M. Keeper: Monsieur le Président, je me réjouis de la question du député parce que c'est une bonne question. Ce qu'il y a d'inéquitable dans les mesures que le gouvernement prend actuellement c'est le fait qu'on réduise le service postal dans les régions rurales d'une autre façon que dans les régions urbaines. Toutefois, on les réduit dans les deux cas.